

Table ronde 7 : Les villes francophones face aux changements climatiques

Webinaire 1- Mobiliser les intelligences locales : un défi pour le 21ème siècle

Mardi 10 juin 2025 (12h30 - 13h45, UTC+2)

Synthèse

Par M. **Cossi Jeannot Melchior KADJA** (*Urbaniste, Doctorant en développement urbain durable, Consultant en urbanisme*).

Ce webinaire a réuni des professionnels, des chercheurs et décideurs qui font tous le constat d'une tendance à l'uniformisation des pratiques, des politiques et des solutions. Or leurs activités quotidiennes sont liées à cette réalité. Ils partagent avec nous leur point de vue sur les défis de la mobilisation des intelligences locales au 21ème siècle, le siècle le plus globalisé que le monde ait connu. Ce constat est aussi celui des étudiants du centre Cervida ou Centre d'excellence régional sur les villes durables en Afrique lesquels ont constaté une dégradation continue du couvert végétal et l'accroissement de la température à N'Djamena au Tchad. **Sing-Non BOURDANET PATOUKI, François TE-ADOUM NARINGUE, Blondel ASROM, et Estelle YAOGO** nous ont présenté les solutions en mobilisant les intelligences locales à N'djamena à travers leur poster intitulé « *La végétation en ville dans un contexte de changement climatique : quelle forme prendra la ville de N'Djamena au Tchad d'ici à 2050* ».

Nous avons par la suite eu l'honneur d'entendre le **Dr. Ibidon Firmin AKPO**, *Maire de la Commune de Ouèssè et Président de la Commission Agriculture, Foncier, Aménagement du Territoire, Environnement et Changement Climatique (AFATEC) de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB)*. Cette intervention qui a porté sur La Maison du climat, initiative de l'ANCB doit être une inspiration pour toutes les communes du Bénin à bien des égards.

Toujours en construction, la future Maison du climat fait la promotion des matériaux locaux tels que le charbon végétal participant ainsi à la réduction de la pression sur les ressources locales et sur le couvert végétal. Elle a la volonté de former des agents communaux, des jeunes étudiants aux enjeux du changement climatique pour les amener à être force de proposition. Elle doit également permettre de capter des financements au niveau local, régional et international. Elle vise également à devenir un centre de ressources et de documentation sur le climat, accessible à toutes les communes. La Maison du Climat illustre à elle-seule comment

d'une problématique globale (le réchauffement climatique) il est possible d'y trouver des réponses concrètes adaptées aux réalités des territoires avec les ressources dudit territoire.

M. Sami IBRAHIM (*Urbaniste, spécialiste de la planification stratégique, de la gouvernance urbaine et des dynamiques transnationales*) nous a permis de voir un peu plus ce qui se déroule dans les pays du Golfe.

C'est ainsi qu'au fil des années et du fait de la globalisation, les villes initiales qui portaient en elles des savoir-faire locaux ont disparu au profit d'une modernisation à outrance. Dubaï est passé d'une ville adaptée aux réalités des déserts à une ville inspirée des modèles nord-américains. Aussi fait-on venir des experts internationaux pour expliquer aux locaux des approches qu'ils connaissaient depuis longtemps. Il est donc nécessaire aujourd'hui de faire des efforts pour convaincre ou reconvenir de la pertinence des idées lorsqu'il y a des modèles presque normés à l'échelle internationale auxquels les élus sont confrontés tous les jours, ce qui est très difficile pour les techniciens, les professionnels. Cela prend beaucoup de temps et empêche souvent la réalisation de projets fortement pertinents. Paradoxalement, à Dubaï, la crise financière de 2008 a permis de limiter certaines initiatives qui devaient conduire à la disparition pure et simple de certains anciens quartiers. Ces quartiers anciens représentent aujourd'hui un héritage, des patrimoines témoins des modes d'habiter dubaïote auxquels certains habitants restent attachés.

Par ailleurs, le modèle de Dubaï n'aura finalement pas réussi à s'exporter hors des frontières des Emirats arabes unis malgré les essais en raison de la non-adaptation aux réalités locales. Les villes du Golfe comme beaucoup de villes du Sud n'ont pas de documents de planification urbaine pour accompagner leur évolution spatiale. Il y a donc un besoin de renforcement de la capacité technique locale. Et c'est justement de planification urbaine que nous a parlé Mme Marie DOLS.

Avec plus de 25 ans d'expérience en tant que géographe-urbaniste, **Mme Marie DOLS** pilote aujourd'hui des études territoriales et des missions de conseil auprès de décideurs locaux en matière de planification urbaines et de mobilité, de renforcement de services publics locaux, en France et en Afrique de l'Ouest. Elle nous a rappelé l'importance des compétences et des données dans la réflexion sur les changements climatiques, car il existe bel et bien un besoin de collecte de données, de traitement et d'interprétation de ces dernières. Elle insiste sur l'intelligence locale que les habitants ont développée au fil des siècles, capable de formuler des réponses adaptées à leurs besoins et défis. Elle affirme que les solutions pour rendre les villes résilientes doivent impérativement s'appuyer sur cette intelligence locale, même si les techniciens sont nécessaires pour collecter et traiter les données avant de proposer des projets.

Il ne faut donc pas automatiquement opposer l'intelligence locale aux compétences techniques et scientifiques mais les associer pour rendre les villes résilientes. Bien que non spécialiste du climat et des intelligences locales elle a dû, dans le cas de son étude sur Porto Novo (capitale du Bénin), prendre en compte les réalités locales dans son travail de planification urbaine dans un contexte où une partie importante du bâti est traditionnel. L'urbaniste doit s'habituer aux réalités d'habitation, aux réalités administratives et financières pour aboutir à un document exploitable par les mairies, les populations et ainsi faire un urbanisme réaliste. Elle

En partenariat avec :



propose de définir l'urbanisme comme la manière de défendre le bien commun face aux intérêts particuliers.

En définitive, les populations locales vivant sur les territoires étudiés, sur de courtes durées, par des professionnels de l'urbain ont évolué et ont adaptés au fil des décennies, des siècles, leurs habitudes pour répondre non seulement aux défis rencontrés mais surtout à leurs besoins. La recherche de solutions rendant les villes résilientes doit donc forcément passer par les habitants qui ont une connaissance approfondie des réalités locales et qui ont par ailleurs développé des solutions souvent très pertinentes. C'est d'ailleurs au regard de cette situation que le principe de « l'urbanisme d'expert » proposé par la Charte d'Athènes est largement remis en cause au profit d'un urbanisme plus participatif et plus proche des réalités locales.

En partenariat avec :

